

Deuxième vague : Le FMI s'inquiète pour la reprise en zone euro en 2021

La deuxième vague va-t-elle mettre à mal les espoirs de reprise rapide de l'économie de la zone euro ? C'est ce que craint le FMI dans son dernier rapport annuel publié le 30 novembre 2020. La seconde vague a frappé durement les pays, contraignant notamment à un reconfinement en France et dans d'autres pays-membres ce qui pourrait influencer négativement la reprise.

Le premier trimestre 2021 sera impacté

Le FMI ne s'essaye pas à donner de nouvelles prévisions de croissance car la situation est très incertaine : la première vague commence à baisser, mais la période de Noël et du jour de l'an pourrait la relancer. Les États-Unis, par exemple, s'attendent à un pic de contaminations et de décès à la suite de Thanksgiving et des réunions de famille qui ont accompagné cette fête nationale. En Europe, ce devrait être Noël qui pourrait avoir le même effet.

De quoi faire craindre au FMI que le premier trimestre 2021 sera également impacté par la pandémie de Covid-19. Mais une autre incertitude, qui pourrait jouer en faveur de la reprise, entre également en jeu : les vaccins. Une situation inédite : « les perspectives sont sujettes à une incertitude extrême », estime le Fonds Monétaire International.

Selon ses analystes, la deuxième vague « pose un risque considérable pour la reprise », écrit le rapport : « moins que la dynamique de la pandémie ne change radicalement dans les mois à venir ».

Des prévisions de croissance qui sont en baisse

Sans donner de chiffres sur la croissance 2021, le FMI estime que ses prévisions sont « clairement » en baisse. Si la situation ne s'améliore pas, la Zone euro pourrait rater sa relance : en octobre 2020, le FMI estimait que la croissance en zone euro aurait été de 5,2 % en 2021, mais rien n'est certain. Cette estimation avait par ailleurs été baissée par rapport à celle de juin 2020 du fait de la reprise des contaminations.

L'économie de la zone euro risque de souffrir d'autres problèmes : le retard du lancement du plan de relance à la suite du veto de certains pays de l'Europe ou encore les négociations au point mort avec le Royaume-Uni concernant le Brexit.

Le paradoxe du soutien massif des gouvernements

Autre problème, mais qui pourrait n'avoir de conséquences que sur le long terme : le soutien massif des divers gouvernements via les plans de relance. La France, par exemple, a mobilisé plus de 100 milliards d'euros, ce qui est une bonne nouvelle, saluée par le FMI qui appelle d'ailleurs à fournir un « soutien budgétaire encore plus important » à l'économie. Et ce malgré la création massive de dette qui va avec.

Mais voilà : il y a un revers de la médaille. « Pour certains pays dont l'endettement est déjà élevé, fournir le soutien budgétaire nécessaire parallèlement à la réalisation de passifs éventuels importants, pourrait entraîner des réactions défavorables du marché ». Les gouvernements marchent donc sur le fil du rasoir...